

## COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13/08/2024

### ORDRE DU JOUR :

- 1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20/06/2024
- 2) RESTAURANT DU PARC : AVENANT MAITRISE D'ŒUVRE
- 3) PROJET RELATIF À LA MAISON NABONNE
- 4) MISE À DISPOSITION DE LA LICENCE 4 À LA SAS DE TERRE EN MER
- 5) DM BUDGET PRINCIPAL
- 6) DM BUDGET ANNEXE RESTAURANT DU PARC
- 7) MESURES POUR OPTIMISER LES FINANCES DE LA COMMUNE

### INFORMATION : DÉCISIONS DU MAIRE DANS LE CADRE DE SES DÉLÉGATIONS :

- DÉCISION DU MAIRE N°1-2024 : DÉCLARATION SANS SUITE - DU MARCHÉ RELATIF AU PLAN GUIDE DES ESPACES PUBLICS
- DÉCISION DU MAIRE N°2-2024 : SIGNATURE DU BAIL « LE RESTAURANT DU PARC » AVEC LA SAS DE TERRE EN MER

### QUESTIONS DIVERSES :

- TRAVAUX SINISTRE APPARTEMENT MAIRIE
- MÉDIATHÈQUE
- JOURNÉES NELSON PAILLOU (JNP) LE 8 SEPTEMBRE 2024

Le 13 août deux mille vingt-quatre, à 18h30, les membres du Conseil Municipal se sont réunis sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Étaient présents : Mesdames : Marguerite Vogt, Joëlle Préchacq-Latrete, Marie-Anne Sommesous, Francine Lahore, Chantal Ferrando, Claire Labat

Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Claude Artigues, Mikaël Bernadet, Pierre Labrosse, Jean-Claude Tucoulou, Anthony Jegou

Excusé(es) :

Absente : Julie Sabran

Secrétaire de séance : Claire Labat

**André Lanusse-Cazalé :** Nous sommes réunis aujourd'hui, comme convenu, pour trouver des solutions considérant la situation financière de la commune à ce jour.

En préambule, je tenais à vous rappeler qu'en 2020 nous avons élaboré et décidé une stratégie et un plan d'investissements ambitieux, cohérents et visant à une meilleure attractivité de la commune en la modernisant afin d'attirer ainsi une nouvelle population. Nous avons réussi puisque à cette rentrée nous avons déjà 45 inscriptions supplémentaires dans l'école maternelle de Garlin.

Le projet phare de cette mandature est le restaurant du Parc. Je vous rappelle que le bâtiment a été acheté par la commune en 2013 pour faire un restaurant. Nous avons réussi à finaliser le projet et à le faire évoluer pour aller chercher des financements (50%) et trouver un gestionnaire tout en considérant la concurrence sur les territoires voisins. La difficulté est de trouver un équilibre entre les intérêts de la commune et la viabilité du projet du restaurateur. Notre intérêt est commun. Nous sommes également sur un élément d'attractivité très important mais que nous ne pouvons pas chiffrer à ce jour.

Le constat des difficultés financières que rencontre notre commune est partagé par tous. La question que nous devons nous poser est : sommes-nous sur des difficultés conjoncturelles ou structurelles ?

Après analyse, la situation complexe n'est pas générée par les investissements déjà réalisés (pôle administratif et le Restaurant). Ils sont à ce jour financés.

Nous sommes sur des difficultés structurelles qui nécessitent de chercher des économies sur nos dépenses de fonctionnement et de nouvelles recettes. Nous avons convenu que les commissions travaillent et proposent des solutions. De mon côté, j'ai travaillé avec Marina et les services administratifs pour identifier des pistes d'économies.

Je souhaitais revenir, une dernière fois, sur la manière par laquelle vous m'avez interpellé sur le sujet et votre décision unilatérale de m'interdire de prendre toute décision. Au-delà qu'elle n'est pas conforme aux missions et attributions officielles du maire pour lesquelles j'ai toujours tenu mes obligations et commis aucun manquement, celle-ci m'a beaucoup surpris et affecté. Mais j'ai respecté cette décision dans le souci de maintenir la cohésion de notre conseil. Je regrette d'autant cette démarche car elle aurait pu mettre grandement en difficulté notre agent, Marina Pamplona qui a rejoint notre Mairie en novembre 2023.

Je profite de ce temps pour la remercier très sincèrement. Elle n'a pas compté ses heures, ni ses week-ends pour mettre à plat la situation financière et nous donner des éléments de réflexion.

Nous devons maintenant prendre les décisions qui s'imposent. La situation en début d'année 2024 était claire considérant le résultat de la section de fonctionnement au compte administratif 2023 de 244 € d'excédent. Elle est due aux effets de l'inflation (2022, 2023) et de dispositions réglementaires (augmentation des salaires) que nous avons totalement subies et qui étaient imprévisibles. De nombreuses communes se retrouvent dans la même situation que la nôtre et confrontées aux mêmes difficultés.

Nous devons impérativement retrouver des marges de manœuvre pour financer notre fonctionnement au quotidien et dégager de la capacité de financement d'investissement pour terminer notre programme. L'augmentation des impôts fait partie des pistes à étudier. Je vous rappelle que vous avez refusé d'augmenter les impôts à la hauteur proposée ce qui nous aurait permis de compenser durablement une partie des hausses subies.

Nous avons la chance d'avoir un patrimoine communal important qui toutefois nécessite de gros investissements pour l'entretenir afin de ne pas le dévaloriser (Immeuble Nabonne coût 300 000 € estimation actuelle, 80 000 €). Nous devons réfléchir ensemble, immeuble par immeuble à l'opportunité de les garder ou pas.

En premières mesures, j'ai stoppé le plan guide et étalé les travaux des ateliers municipaux en attendant que la situation financière nous permette de continuer ces investissements.

Durant ces quatre premières années nous avons tenu nos engagements en réalisant les beaux projets promis lors de la campagne qui nous a fait élire.

Nous ne devons pas nous désunir aux premières difficultés rencontrées quand des solutions existent.

Je remercie les différents groupes qui ont permis de les faire émerger et je vous propose que nous élaborions et validions ensemble un plan qui nous permettra de réussir et d'honorer nos engagements vis-à-vis de nos administrés, et revenons au fonctionnement habituel de notre administration.

*Pierre Labrosse : Alors là je suis estomaqué, estomaqué de ce que tu viens de nous lire.*

*Déjà pour commencer tu ne peux pas dire que nous avons eu 45 inscriptions à l'école maternelle, parce que 38 enfants ne sont pas de Garlin.*

*Les difficultés auxquelles nous devons faire face ne sont pas structurelle. Au mois de mai, il n'y avait pas de quoi payer les salaires, et tu m'as dit j'ai vu la Directrice de la Communauté de Communes, les difficultés ne sont pas structurelles, or c'est faux.*

*Nous avons pris la décision, nous les adjoints, de t'interdire de prendre des décisions financières ou de signer des devis, pour nous rendre compte de la situation financière.*

*L'ancienne municipalité avait laissé un trésors, une capacité d'autofinancement impressionnante.*

*C'est pas possible d'être dans le déni comme ça, on a fait ça pour attirer ton attention. Ne te débène pas avec ça*

*Je n'ai rien contre toi, mais tu ne peux pas lire ça, en disant que c'est de notre faute parce que nous avons refusés d'augmenter les impôts. C'est une remarque personnelle, je ne parle pas au nom du conseil, mais je suis déçu de toi !*

*Francine Lahore : Nous sommes tous responsable. André je pense que tu es dans le déni. Nous avons fait ça pour voir les comptes.*

*Maguy : Quand est ce que les adjoints ont-ils été prévenus ?*

*Chantal Ferrando : Marina nous a alerté le 18 juin.*

*Jean-Claude Tucoulou : J'ai dû mal à comprendre la situation. Nous te faisons confiance par rapport à la délégation que nous t'avions donné, nous te faisons confiance sur ta capacité à gérer la Mairie. Je pensais réellement que tu maîtrisais la situation financière actuelle. Désormais nous avons la capacité de juger en temps réel et de trouver les moyens de s'en sortir. Il faut travailler sur les mesures à mettre en place.*

*Anthony Jegou : Je rejoins le discours de tout le monde, cependant la confiance n'exclut pas le contrôle.*

*Claude Artigues : Je tombe de haut évidemment. Nous avons eu quelques avertissements sur la situation. C'est un coup derrière la tête, je t'avais pourtant dit « l'argent va nous commander ».*

*Pierre Labrosse : Nous devons faire un contrôle journalier pour respecter les décisions que l'on prend.*

*Claire Labat : Oui, un récapitulatif avec le Maire et les Adjoints.*

*Jean-Claude Tucoulou : Il conviendra aussi de voir si les travaux des ateliers sont différables ou non et s'interroger sur la maîtrise d'œuvre.*

*Pierre Labrosse : André, tu peux continuer à signer les dépenses et si tu as un doute tu appelles un*

adjoint, Claude, Chantal, Francine ou moi.

**André Lanusse-Cazalé** : Il nous reste un an et demi, je veux qu'il soit fait dans la sérénité et dans la confiance.

1) OBJET : APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20/06/2024

Compte-rendu du 20 juin 2024 transmis par mail le 07 août 2024.

2) RESTAURANT DU PARC : AVENANT MAITRISE D'ŒUVRE

Monsieur le Maire rappelle que le montant initial de la maitrise d'œuvre s'élevait à 58 000,00 € HT (soit 69 600,00 € TTC).

Monsieur le Maire indique que l'architecte a fait la proposition d'avenant suivante :

Mission de base										
Éléments de Mission	% sur forfait	TOTAL Global H.T	Répartition par co-traitant							
			Part HT de: Séverine TARDIEU Architecte Mandataire	Part HT de: BEC Ingénierie Bureau d'étude structure	Part HT de: DC&SB - Didier BRULE Bureau d'étude structure	Part HT de: SETAH Bureau d'étude thermique				
APS	14,00%	11 109,44 €	76,00%	8 443,02 €	0,00%	0,00 €	9,00%	1 000,00 €	15,00%	1 666,42 €
APD	18,00%	14 283,56 €	76,25%	10 891,03 €	0,00%	0,00 €	8,75%	1 250,00 €	15,00%	2 142,53 €
PRO	25,00%	19 838,28 €	40,89%	8 111,61 €	35,29%	7 000,93 €	8,82%	1 750,00 €	15,00%	2 975,74 €
ACT	8,00%	6 348,25 €	75,55%	4 796,01 €	9,45%	600,00 €	0,00%	0,00 €	15,00%	952,24 €
VISA	5,00%	6 882,75 €	77,32%	5 321,74 €	22,68%	1 561,01 €	0,00%	0,00 €	0,00%	0,00 €
DET	25,00%	34 413,75 €	85,70%	29 492,58 €	6,30%	2 168,07 €	0,00%	0,00 €	8,00%	2 753,10 €
DET Durée complémentaire 5 mois		5 340,91 €	100,00%	5 340,91 €						
Etude thermique		2 500,00 €		0,00 €					100,00%	2 500,00 €
AOR	5,00%	6 882,75 €	73,66%	5 069,83 €	11,34%	780,50 €	0,00%	0,00 €	15,00%	1 032,41 €
TOTAL HT	100,00%	107 599,69 €	72,00%	77 466,74 €	11,26%	12 110,51 €	3,72%	4 000,00 €	13,03%	14 022,44 €
TVA	20%	21 519,94 €		15 493,35 €				800,00 €		2 804,49 €
TOTAL TTC		129 119,63 €		92 960,09 €				4 800,00 €		16 826,93 €

Forfait de rémunération H.T (mission de base) : 107 599,69 € soit un Taux de rémunération (mission de base) : **6,24%**

Le montant relatif à l'avenant représente aujourd'hui la somme de 49 599,69 € HT (soit 59 519,63 € TTC). Le montant après avenants est donc aujourd'hui de 107 599,69 € HT (soit 129 119,63 € TTC).

**Mikaël Bernadet** : Ce tableau paraît plus juste, même s'il paraîtrait plus juste de payer par primes au fur et à mesure de l'avancement du projet et des changements.

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- AUTORISE le Maire à signer l'avenants de Maitrise d'œuvre relatif au marché du RESTAURANT DU PARC

(votants : 12, exprimés : 12, pour : 10, contre : 1 Anthony Jegou, abstention : 1 Joëlle Préchacq-Latrete)

### 3) PROJET RELATIF À LA MAISON NABONNE

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de son projet global de revitalisation, la commune de Garlin a inscrit plusieurs projets consistant à rénover et réhabiliter plusieurs biens bâtis en centre-bourg. La commune, située en zone de revitalisation rurale et labellisée petite ville de demain (PVD), a notamment engagé une réflexion sur la modernisation et la rénovation du patrimoine communal situé au sein de ce périmètre stratégique.

L'immeuble bâti à usage d'habitation sis à GARLIN (64330), cours de la République, cadastré section AH n°108 pour une contenance de 485 m<sup>2</sup>, dit « Nabonne », dont la commune est propriétaire depuis 2009

La commune a sollicité le bailleur social TOIT DE GASCOGNE pour envisager un projet « sans destruction » d'une partie du bâtiment. Le 21 décembre 2023, le Conseil d'Administration de Toit de Gascogne a adopté la résolution concernant l'achat à la commune de la Maison Nabonne.

Monsieur le Maire rappelle la délibération n°1 de la séance du 6 octobre 2022 portant validation d'une convention de portage avec l'Établissement Public Foncier Local (EPFL) Béarn Pyrénées.

Il rappelle également que le bailleur social Domofrance avait confirmé son engagement pour la réalisation d'un projet. La Commune avait ainsi délibéré (délibération n°2 de la séance du 13 février 2023) pour valider le scénario n°2 présenté en conseil qui consistait en la démolition du bâtiment et une reconstruction sous une nouvelle forme architecturale.

Il indique que depuis, TOIT DE GASCOGNE, a également proposé un projet, sans démolition du bâtiment.

Madame Silvia PERFEITO, architecte et associée au sein du cabinet d'architectes Béarnais Agence DESPRES de Nay est venue à Garlin le 17 juillet pour visiter la Maison Nabonne.

***André Lanusse-Cazalé : L'avantage de Toit de Gascogne est qu'il ne démolisse pas. Cela me convient.***

***Anthony Jegou : Si on vend à Toit de Gascogne, ce sont eux qui vont gérer les personnes qu'il y installe ?***

***André Lanusse-Cazalé : Nous devons décider de la durée du bail maintenant.***

***Claire Labat : Il y a-t-il des places de parking de prévu ?***

***Mikaël Bernadet : Je ne vote plus rien qui ne passe pas en commission.***

***Anthony JEGOU : Combien ça va coûter à la Mairie ?***

***André Lanusse-Cazalé : C'est une opération blanche car Toit de Gascogne rachète le bâtiment pour 80 000 €, somme qui représente ce que nous devons rembourser pour le prêt.***

***La Secrétaire Générale indique qu'il y aura certainement des frais quand même notamment liés à l'EPFL qui est dans la boucle et qui a déjà fait des dépenses d'études sur cette opération.***

Ouï l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- VALIDE à contacter le scénario présenté (un projet technique et financier par TOIT DE GASCOGNE)
- CHARGE Monsieur le Maire d'informer les services de l'EPFL et de TOIT DE GASCOGNE de la présente décision.
- AUTORISE Monsieur le Maire à contacter le Directeur et Toit de Gascogne, et leur demander de

(votants : 12, exprimés : 12, pour : 12, contre : 0, abstention : 0)

#### 4) MISE À DISPOSITION DE LA LICENCE 4 À LA SAS DE TERRE EN MER

Monsieur le Maire rappelle que la licence de débits de boissons de quatrième catégorie a été acquise par la Commune de GARLIN le 30 novembre 2011 pour 5000 €.

Il rappelle que pour le moment la Licence est mise à disposition du Comité des fêtes. Il indique qu'il avait été convenu de la mettre à disposition du futur restaurateur dès l'ouverture du Restaurant du Parc. Il précise que le futur Restaurateur ouvre le Restaurant et qu'il est en possession d'un permis d'exploitation pour la période du 27/01/2016 au 26/01/2026.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de mettre à disposition de la SAS DE TERRE EN MER la licence pour une durée indéterminée et à titre gratuit, via la signature d'une convention.

Le Conseil demande à ce que la licence soit mise à disposition de l'exploitant pour la durée du bail commercial (le bail étant consenti et accepté pour une durée de 9 ans à compter du 1er août 2024 jusqu'au 31 juillet 2033). Il demande que la licence soit mise à disposition de l'exploitant moyennant une redevance annuelle de 500 € HT. Une décision du Maire sera alors prise.

Il demande aussi que la licence soit mise à disposition de l'exploitant gratuitement (0€) pour l'année 2024. Ensuite dès 2025, elle sera de 500 € HT.

***Marina rappelle à l'ensemble des conseillers que le permis d'exploitation de la licence à une durée de 10 ans. Au-delà de ce délai, ils doivent réaliser une formation.***

***Joëlle Préchacq-Latrete : Je propose de leur mettre la licence à titre gratuit.***

***Anthony Jegou : Je trouve que le montant du loyer est sous-estimé.***

*Jean-Claude Tucoulou : Peut-être pouvons-nous leur proposer la licence gratuitement pendant 6 mois, puis instaurer un tarif à partir de janvier.*

*Pierre Labrosse : Je propose un tarif de 500 euros par an pour la licence.*

*Pourquoi on ne la loue pas ? Nous pouvons l'intégrer dans le montant du loyer.*

*André Lanusse-Cazalé : Jusqu'à la fin de l'année nous leur faisons la licence gratuitement. Nous ferons une clause de revoyure dans la convention à partir du 31/12/2024. Puis, à partir de 2025, la convention fera l'objet d'un loyer de forfait de mise à disposition d'un montant de 500 euros par an, renouvelable lors de la fin du bail commercial.*

Où l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

- APPROUVE le principe de mettre à disposition la Licence 4 à la SAS DE TERRE EN MER
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition de la Licence IV de la Commune avec la SAS DE TERRE EN MER
- AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tout document relatif à cette affaire.

(votants : 12    exprimés : 12    pour : 12    contre : 0    abstention : 0)

## 5) DM BUDGET PRINCIPAL

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°5 du Conseil municipal en date du 04 avril 2024 approuvant le budget primitif,

Monsieur le Maire indique qu'il a été inscrit la somme de 388 500 € (solde de la subvention Fonds Friche) en report au budget principal alors qu'il concerne le budget annexe du Restaurant du Parc.

Monsieur le Maire indique que la somme de 166 500 € (avance de la subvention Fonds Friche) avait été versée au budget principal en 2022 mais que la régularisation n'a jamais été faite.

Monsieur le Maire indique que la Commune vient de recevoir une facture pour des plantations Rue des Pyrénées pour la somme de 12 769,19 €. Cette somme n'avait pas été prévue au budget. Il convient de l'inscrire à l'opération « 200 - AMÉNAGEMENT RD42 ».

Monsieur le Maire rappelle qu'il vient de décider de classer sans suite la réalisation du Plan Guide des Espaces Publics. Il convient donc de supprimer les lignes budgétaires relatives à cette opération « 207 - PLAN GUIDE DES ESPACES PUBLICS ».

Monsieur le Maire indique qu'il convient donc de voter la décision modificative suivante :

EN DEPENSES			EN RECETTES		
OPERATION	ARTICLE	€	OPERATION	ARTICLE	€
192 SECURITE ACCESSIBILITE	2188	-70 000,00	197 RESTAURANT	1321	-388 500,00
202 ATELIERS SERVICE TECHNIQUE	231	-150 000,00			
204 POLE ADMINISTRATIF	231	-16 000,00			
206 AGRES SPORTIF	231	-16 200,00			
209 POLE CULTUREL	203	-6 000,00			
64 BATIMENTS COMMUNAUX	2188	-50 000,00			
86 ACQUISITION MATERIEL	2188	-30 000,00			
NON INDIVIDUALISE - BAT PUB	2131	-8 000,00			
NON INDIVIDUALISE - MAT ET OUTILL	2157	-205 800,00			
NON INDIVIDUALISE - AUTRES INSTALL	2158	-3 000,00			
197 RESTAURANT	1321	166 500,00			
200 - AMÉNAGEMENT RD42	212	12 769,19			
207 - PLAN GUIDE DES ESPACES PUBLICS	203	-52 403,28	207 - PLAN GUIDE DES ESPACES PUBLICS	1313	-4 000,00
			207 - PLAN GUIDE DES ESPACES PUBLICS	1318	-8 000,00
			207 - PLAN GUIDE DES ESPACES PUBLICS	1321	-20 000,00
NON INDIVIDUALISE - MATERIEL INFORM	2183	7 634,09			
		-420 500,00			-420 500,00

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **APPROUVE** la présente décision modificative n°2.
- **RAPPELLE** que s'agissant de la section fonctionnement les crédits sont votés par chapitre et que pour la section Investissement les crédits sont votés par opération budgétaire.

(votants : 12 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)



## 6) DM BUDGET ANNEXE RESTAURANT DU PARC

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°9 du Conseil municipal en date du 04 avril 2024 approuvant le budget primitif,

Monsieur le Maire indique qu'il a été inscrit la somme de 388 500 € (solde de la subvention Fonds Friche) en report au budget annexe mais aussi en nouvelle proposition, cela fait doublon.

Monsieur le Maire indique que la somme de 166 500 € (avance de la subvention Fonds Friche) avait été versée au budget principal e 2022 mais que la régularisation n'a jamais été faite.

Monsieur le Maire indique qu'il convient donc de voter la décision modificative suivante :

EN DEPENSES DU BUDGET ANNEXE			EN RECETTES DU BUDGET ANNEXE		
OPERATION	ARTICLE	€	OPERATION	ARTICLE	€
101 OPERATION DE RENOVATION	204111	-102 253,39	101 OPERATION DE RENOVATION	1311	-388 500,00
	231	-119 746,61		1321	166 500,00
		-222 000,00			-222 000,00

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **APPROUVE** la présente décision modificative n°2.
- **RAPPELLE** que s'agissant de la section fonctionnement les crédits sont votés par chapitre et que pour la section Investissement les crédits sont votés par opération budgétaire.

(votants : 12          exprimés : 12          pour : 12          contre : 0          abstention : 0)

## 7) MESURES POUR OPTIMISER LES FINANCES DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire indique qu'au regard de la situation, il convient de réaliser des arbitrages budgétaires et faire des choix quant aux projets (en investissement) mais aussi et surtout quant aux actions (en fonctionnement) à mener prioritairement pour cette année.

Monsieur le Maire explique que **M. FABRE** est venu en mairie le mercredi 24 juillet à 14h. Il a confirmé que la situation est critique pour la Commune. Il a mis en avant plusieurs points :

- Augmentation des coûts de l'énergie
- Un montant très important pour le personnel (alors même que la Commune n'a pas la Compétence Scolaire et Périscolaire)
- La Voirie (il a insisté sur le fait que la commune a la main là-dessus)

Monsieur le Maire remercie la Commission finances restreinte qui a commencé à travailler sur des mesures. Il présente ensuite les premières pistes d'actions.

*Pierre Labrosse : Nous ferons une réunion, le jeudi 29 septembre de 9h30 à 12h afin d'étudier ça tranquillement, lorsque Marina sera revenu de congés.*

#### PISTES ETUDIEES PAR LA COMMISSION FINANCES RESTREINTE

**EN FONCTIONNEMENT** : Sur la section de fonctionnement, il faut regarder chaque ligne et faire des choix à l'avenir. Ça va être compliqué car tout semble nécessaire ou indispensable mais il va falloir hiérarchiser les priorités.

À ce jour :

Concernant **la voirie**, la Commission a travaillé sur les éléments de la comptabilité analytique extraite du logiciel.

- >> Il a été proposé en Commission Finances de procéder à une année blanche (sauf intempéries)
- >> Il a été proposé en Commission Finances de faire passer l'épareuse une seule fois par an, juste avant les fêtes)
- >> Il a été proposé en Commission Finances que chaque élu désherbe à certains endroits (par exemple pour remplacer la prestation faite par Canopé – Laplace)

Concernant **EDF**, le groupe de travail (Mikael, Maguy, Francine) regardent les factures (et le tableau analytique 2023) pour notamment comparer les KWH et faire les analyses.

- >> Il a été proposé en Commission Finances de faire un courrier aux associations et utilisateurs des locaux afin d'être vigilant (éteindre lumière, baisser le chauffage, ...)
- >> Il a été proposé en Commission Finances de se renseigner pour l'acquisition d'un minuteur à pièces pour la salle polyvalente
- >> Il a été proposé en Commission Finances de demander une participation pour l'électricité aux Associations (à inscrire dans les conventions avec les Associations).

Concernant **Orange**, Jean-Claude continue d'avancer pour obtenir une nouvelle offre.

- >> Un RDV est pris avec Orange le 03 septembre pour renégocier les offres et passer à la Fibre

Concernant **l'ouverture de la mairie**, le groupe de travail (Jean-Claude, Francine, et Maguy), a analysé les documents, notamment le récapitulatif de l'année 2023 des visites et appels téléphonique quotidien. Cela a permis de d'évaluer les jours les moins fréquentés et éventuellement fermer au publics ces journées ou demi-journées.

- >> Il a été proposé en Commission Finances de fermer les lundis après-midi et mercredis après-midi.

Concernant **les titres sécurisés** (cartes d'identités et passeports), le groupe de travail (Jean-Claude, Francine, et Maguy) devait déterminer s'il convient soit d'ouvrir plus pour garantir la part variable (en mettant Morgane le mercredi matin par exemple en plus quand elle basculera en mairie (il faut calculer le coût/avantage) soit de réduire car même en ouvrant un seul jour la Commune peut bénéficier des 9000 € (mais le service public sera réduit). Le but est de dégager du temps à Marie-No pour assurer le suivi comptable et de dégager du temps à Bastien (inscription au téléphone).

>> Il s'agirait de fermer les créneaux du lundi et du mercredi (la commune étant par ailleurs fermée l'après-midi ces jours-là. Les créneaux ouverts seraient donc : les mardi (journée) et les jeudi (journée).

Concernant le **CCAS** (attention il y a d'une part la subvention annuelle et la subvention pour couvrir le déficit et d'autre part le remboursement de la mise à disposition des filles à la mairie (13h/sem pour Sandrine et 14h/sem pour Séverine)). Attention, en fonction des décisions, de ne pas mettre en danger l'avenir du CCAS qui offre un panel de services très important aujourd'hui.

>> Le CCAS va devoir réfléchir sur son avenir d'ici décembre 2025

Concernant l'achat du petit matériel quotidien :

>> Il a été proposé en Commission Finances de procéder par bon de commande au-dessus de 100 € par exemple (montant à définir)

>> Il a été proposé en Commission Finances de demander aux agents (administratifs et techniques) de se renseigner sur des commandes en gros (et demander au moins 2 devis) afin de réduire les coûts (acheter en gros plutôt que chaque semaine ce qui permettra d'engendrer des économies d'achat et de carburant).

Concernant les **indemnités des élus**, 2 délibérations avaient été prises depuis le début du mandat (délibération du 09 juin 2020 et révision le 04 avril 2023 suite à la loi Macron).

>> Il a été proposé en Commission Finances que si des élus souhaitent diminuer ou supprimer leurs indemnités, cela doit rester une décision individuelle et serait votée lors d'un prochain conseil

*André Lanusse-Cazalé : Cela reste des motivations personnelles. Faites-en part à Marina, et nous les présenterons lors du prochain conseil municipal.*

Concernant les **frais relatifs aux Associations** :

>> Il a été proposé en Commission Finances de ne pas revenir sur les subventions votées en 2024 (en diminuant par exemple de 10% les montants votés)

>> Il a été proposé en Commission Finances que la Commission « Associations » se réunisse pour calculer les autres frais annexes en plus des subventions (pour éventuellement demander des participations à certaines associations selon le degré d'utilisation ou d'autres critères).

Concernant le fait d'envisager l'interdiction ou la limitation des **photocopies** demandées par les associations (et si besoin courrier de demande officielle à soumettre à la Mairie), il convient de prendre une décision (interdisant ou non cela).

>> Il a été proposé en Commission Finances d'arrêter de faire les photocopies aux associations, de faire une affiche au-dessus de la machine, et qu'il y ait une note de service signé du Maire précisant cette interdiction.

Concernant le **Cinéma**, la Commission a travaillé sur les éléments de la comptabilité analytique extraite du logiciel pour 2023.

>> Il a été proposé en Commission Finances de rencontrer le Conseil d'Administration du Cinéma

Concernant la **Médiathèque**, la Commission a travaillé sur les éléments de la comptabilité analytique extraite du logiciel pour 2023

>> Il a été proposé en Commission Finances de stopper dès que possible les abonnements aux revues et magazines qui ne sortent pas

>> Il a été proposé en Commission Finances de stopper toutes les manifestations à venir (pour celles où il n'y a pas d'engagements signés du moins)

>> Il a été convenu de rencontrer Vincent dès son retour de congés pour voir les économies susceptibles d'être faites

Concernant le **pôle administratif** : En 2024, il va engendrer des dépenses de fonctionnement (eau et électricité pour le moment car pour rappel nous ne prenons pas en charge internet pour le moment, il faudra tout de même à terme l'envisager).

Il conviendra aussi de travailler sur les recettes :

Un groupe d'élus devait se réunir pour revoir les **différents tarifs**. Il avait été convenu qu'il y ait Maguy, Marie-Anne, Claire, Francine et Anthony.

>> Il a été convenu que Marina rassemble les infos pour envoyer les éléments de travail.

Pour 2024, en dépenses de fonctionnement, il est nécessaire de contrôler en priorité les articles suivants :

60612	Énergie – Électricité
60622	Carburants
60632	Fournitures de petit équipement
611	Contrats de prestations de services
61521	Terrains <b>DÉJÀ EN DÉPASSEMENT</b>
615221	Bâtiments publics
615232	Réseaux
61551	Matériel roulant
6156	Maintenance
6168	Autres <b>DÉJÀ EN DÉPASSEMENT</b>
626	Frais postaux et frais de télécommunications
6218	Autre personnel extérieur
6413	Personnel non titulaire
6415	Congés payés <b>DÉJÀ EN DÉPASSEMENT</b>
65311	Indemnités de fonction
65568	Autres contributions
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)

>> Cf. Tableau des réalisations 2024 en pièce-jointe

Vérifier aussi les dépenses d'investissement et les recettes (investissement et fonctionnement).

## EN INVESTISSEMENT :

Concernant les investissements, il a été décidé le 20 juillet en commission de bloquer tout nouvel investissement et de négocier un report en 2025 des investissements actuels ...quand c'est possible.

- **Déclaration Sans Suite du Marché relatif au Plan Guide Des Espaces Publics : 43 669,40 € HT**

Concernant les bâtiments, la Commission Patrimoine devait travailler sur l'estimation de la VNC (précisant valeur des biens, le coût d'acquisition, les amortissements, ...), l'estimation des travaux à effectuer sur chaque bâtiment, et estimation de la dette grise de chaque bâtiment (avec le calcul des travaux d'entretien effectués chaque année).

Concernant le FCTVA, le groupe de travail (Anthony-Pierre), devait vérifier si les montants de FCTVA correspondent bien aux montants que devaient normalement toucher la commune au regard des investissements faits.

Concernant les investissements de manière générale, un groupe de travail devait se former pour regarder dans le détail les dépenses effectuées, les dépenses à venir, vérifier l'autofinancement qu'il convient de pouvoir assumer, ...

Il va falloir évaluer les investissements pour le Cinéma (régulateur, pompe à chaleur,...), la Médiathèque, la Salle Polyvalente, l'appartement de Mme RAMIREZ, le routeur, le serveur, les ordinateurs qui vont grever le budget d'investissement.

La Commune envisage certaines ventes :

- **Vente des 2 appartements de la maison médicale (estimés à 80 000 € pour l'un et 60 000 € pour l'autre) : 140 000 € (Attention frais Cession du Biens CF. Art 6751 en DF)**
- **Vente du terrain situé chemin Labourdatte sur la parcelle AI 128 à DOMOFRANCE PYRENEES-ATLANTIQUES pour un montant de 110 000 € (Attention frais Cession du Biens CF. Art 6751 en DF)**
- **Vente du terrain chemin de Loumagne : 15 000 € (Attention frais Cession du Biens CF. Art 6751 en DF)**
- **Vente de la Maison Nabonne : 80 000 € (Attention frais EPFL, ...)**
- **Vente terrain à M. BROCA : 500€ la parcelle de 20ares (Vérifier si frais de Notaires,...)**

### À FAIRE :

Continuer ce travail d'optimisation

Organiser une ou plusieurs réunions (étant donné la période de congés) : de 3 élus et l'ensemble du personnel pour expliquer la situation et les mesures que va devoir prendre la Commune

### INFORMATION : DÉCISIONS DU MAIRE DANS LE CADRE DE SES DÉLÉGATIONS :

- DÉCISION DU MAIRE N°1-2024 : DÉCLARATION SANS SUITE - DU MARCHÉ RELATIF AU PLAN GUIDE DES ESPACES PUBLICS
- DÉCISION DU MAIRE N°2-2024 : SIGNATURE DU BAIL « LE RESTAURANT DU PARC » AVEC LA SAS DE TERRE EN MER

### QUESTIONS DIVERSES :

#### – TRAVAUX SINISTRE APPARTEMENT MAIRIE

Le 16 décembre 2022, Madame RAMIREZ a subi un dégât des eaux suite à des infiltrations. Madame Ramirez a recontacté la Mairie le 12 janvier 2024 pour signaler qu'elle en entamé des démarches avec l'ADIL à cause des infiltrations d'eau (salon + chambre) liées aux gouttières. Le 19 février 2024 la commune a reçu un courrier du Préfet indiquant que les services de la DDTM ont reçu un signalement pour ce logement, précisant que ce logement fait état « de mauvais état général du plafond, de dégradation importante de la toiture, de murs humides, de moisissures et de fissures ».

La Commune a fait un courrier de réponse à la Préfecture mais elle doit aujourd'hui présenter les mesures envisagées par la commune. Madame Ramirez demande également un rendez-vous avec les élus.

La Commune vient de recevoir un nouveau courrier de Mme RAMIREZ le 05 août.

M. GRIT a aussi fait parvenir un devis de 8 991,60 €.

Il conviendrait d'aller la voir et envisager de faire les travaux. Il faudra aussi voir avec le service urbanisme les démarches à effectuer.

- **MÉDIATHÈQUE** : Renouvellement de la disponibilité d'Audrey pour un an.
- **JOURNÉES NELSON PAILLOU (JNP) LE 8 SEPTEMBRE 2024** La commune de Garlin a la chance d'accueillir les Journées Nelson Paillou (JNP) le 8 septembre 2024. Pour rappel, il s'agit d'une journée d'initiations et de découvertes sportives organisée dans des communes des Pyrénées-Atlantiques. Afin de profiter de l'attractivité et du rayonnement de cette journée, la Commune a également décidé d'organiser son Forum des Associations le même jour (sur la matinée). La France accueillant les Jeux Paralympiques d'été du 28 août au 8 septembre 2024, cette année, les JNP mettront l'accent sur le handi-sport.

*André Lanusse-Cazalé : Qui ne sera pas présent lors des Journées Nelson Paillou ?  
Maguy, Chantal, Francine, Jean-Claude et Claude. Je vous remercie.*

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucune question n'étant soulevée, Monsieur le Maire lève la séance du Conseil Municipal à 21h.